

### Une histoire européenne.

Revue de *Sortir du communisme, changer d'époque. Après la chute du Mur*, sous la direction de Stéphane Courtois, Paris, PUF/ L'innovation politique, 2011, 688 p., ISBN: 9782130587675.

Dans le contexte intellectuel français, les travaux de Stéphane Courtois font souvent l'effet d'un pavé dans la mare, et il est probable que ce récent volume, issu des travaux d'un colloque (dont on peut regretter que le coordonnateur ne précise mieux les dates) suscitera les mêmes réactions d'indignation et d'embarras qui ont marqué la publication du *Livre noir du communisme*. Le fait que ses plus de 650 pages soient le fruit d'une coopération avec Fondapol – *think tank* que d'aucuns qualifient de «libéral», ce qui en français contemporain tend de plus en plus à devenir une injure – ne comptera sans doute pas peu dans les reproches que le livre risque d'attirer à l'historien.

Pourtant, il s'agit comme d'habitude d'un travail scientifique de grande qualité, mené par des chercheurs reconnus, de France et de différents pays de l'Est. Les quelques interventions qui ne s'inscrivent pas dans le cadre méthodologique des historiens, proposées du point de vue du témoin de la transition (ex. la communication de Besnik Mustafaj, ancien ministre des Affaires étrangères de l'Albanie) ne sont pas moins marquées par une volonté claire de prise de recul et de jugement dépassionné. Il n'est pas moins vrai que le titre du volume exprime une nécessité («il faut sortir du communisme») autant qu'il dresse un constat. Cette option idéologique, clairement assumée («Le grand changement d'époque qui commence a pour point de départ la sortie du communisme»: v. article de Dominique Reynié «Conclusion. L'évaporation du communisme», 668), risque d'être étiquetée de combat d'arrière-garde ou de crime moral, dans des termes et pour des raisons que décortique un des articles recueillis dans le volume:

Dès lors, le communisme historique est absent, passé sous silence, et ses crimes son l'objet d'une dénégation. La critique du communisme est rangée dans la catégorie «littérature de guerre froide». L'anticommunisme est aussi analysé comme une poursuite de la délégitimation du monde ouvrier version sciences politiques new look de «il ne faut pas désespérer Boulogne Billancourt». (Sylvain Boulouque «L'extrême gauche et la mémoire du communisme entre dénégation, exaltation et hypomnésie», 656.)

Ce n'est pas, dès lors, un des moindres mérites du volume que de procéder avec la conscience claire de ce à quoi il s'expose, et d'avancer sans s'embarrasser d'être politiquement correct – même si cette franchise aurait peut-être pu se dispenser de l'utilisation, par-ci par-là, de quelques désignations conceptuellement peu précises (ex. «le communisme condamné par l'histoire», «les vainqueurs» et les «vaincus» pour désigner les dissidents d'un côté, les apparatchiks de l'autre), ou discutables (ex. le syntagme «élites politiques», employé surtout par les historiens de l'Est, là où leurs collègues de l'Ouest se contentent de termes plus neutres comme «hommes politiques» ou «classe politique»).

Organisé en quatre parties («Fin du communisme, changement d'époque»; «Du totalitarisme à la démocratie: une mutation plus ou moins assumée», «D'une impossible mémoire européenne à une histoire assumée» et «Persistance du communisme en Europe»), l'ouvrage propose d'abord une analyse des facteurs ayant mené à la

« décomposition du communisme » (selon la formule de Krzysztof Pomian). S'ensuit un passage en revue de la situation actuelle dans les pays ex-communistes de l'Est, qui se concentre sur les deux questions principales qui sont l'évolution économique et les transformations de l'exercice du pouvoir. Une focalisation particulière est proposée presque systématiquement sur le sort des membres formant l'appareil du Parti : leur présence ou absence dans les nouvelles structures politiques ou à la tête de grands groupes financiers ou industriels a souvent une portée explicative quant au degré d'avancement du pays en question sur la voie de la démocratisation.

Cette description de l'ex-empire communiste «vingt ans après» ne constitue toutefois pas l'apport le plus important de ce volume. L'ensemble des communications s'articule en fait autour d'une question fondamentale, qui est celle de la direction à prendre : sortir du communisme... pour aller où ? La réponse, apparemment facile dans les premiers jours après les révolutions «de velours» (Pologne, Tchéquie...) ou plus violentes (cas de la Roumanie), est devenue de plus en plus problématique au fil du passage des années. Pour la plus grande partie des pays analysés (à l'exception notable de l'Estonie, évoquée dans l'article de Jean-Pierre Minaudier<sup>1</sup>), le modèle reste celui des démocraties occidentales. Comme le montre l'article de Bernard Bruneteau, la volonté de s'engager dans un processus d'adhésion à la Communauté européenne joue, dans ces pays, un rôle capital dans la définition d'objectifs concrets d'évolution, impliquant l'organisation du pluripartitisme, d'une économie dominée par le libre échange et régulée par le droit, la garantie d'une série de droits fondamentaux aux citoyens (liberté de circulation, d'expression...), etc. Mais, tout en parcourant avec succès les différentes étapes de la démocratisation/ libéralisation, les peuples de l'Est éprouvent une espèce de «désenchantement». Hâtivement interprété, parfois, comme un désir de retour au communisme, comme un regret des acquis du communisme, ce désenchantement est lié, comme le remarque le même Bernard Bruneteau, «à l'épuisement d'un triple cycle qui a dominé l'après-89 en Europe centrale et orientale: des transitions démocratiques à la fatigue prématurée de la démocratie ; d'un passage rapide à l'économie de marché qui a favorisé la convergence entre les deux Europe à la crise du modèle qui servait de référence ; de l'intégration à l'Union européenne des nouvelles démocraties à la découverte des limites internes et géopolitiques de la puissance transformatrice de l'Union». (173). En fait, les nouveaux Européens – véritables membres de la Communauté ou pas, ayant vocation à en faire partie ou pas, la question étant, en l'occurrence, moins celle du statut juridique que de l'adhésion à certaines valeurs – découvrent que leurs espoirs ont cristallisé sur un système lui-même en crise, dont ils sont obligés de porter, à peine entrés, les doutes et les interrogations. Comme le souligne la conclusion, la réponse à cette situation schizophrénique – viser l'adhésion à un système dont les concepteurs et les héritiers ne reconnaissent pas pleinement le bien fondé – est souvent paradoxale, «le capitalisme trouv[ant] aujourd'hui ses plus fervents supporters dans les pays les plus pauvres, tandis que les plus sceptiques se recrutent chez les plus riches». (668).

Dans la perspective de ce volume, qui est celle d'un parallélisme avec le postcolonialisme, il serait facile de suggérer que cette situation de désenchantement et les difficultés de positionnement qu'elle engendre est en premier lieu le signe d'une

---

<sup>1</sup> «Fiers de leurs racines rurales et de leur langue non indo-européenne, les Estoniens ne sont pas très sûrs d'être de vrais Européens, en tout cas au sens 'urbain, 'cultivé', 'police' du terme, ni d'avoir très envie de le devenir – le préfixe adjectif 'euro' désigne en estonien courant quelque chose d' 'international et sans âme', par exemple une maison restaurée sans souci des traditions locales» (388).

incapacité à se libérer d'un modèle dominant, de le déconstruire afin de faire advenir de nouvelles représentations du monde et des sociétés. La solution serait, dès lors, la recherche d'une «troisième voie», à laquelle les pays de l'Est n'accéderont qu'au moment où ils renonceront à des représentations de soi imposées de l'extérieur par une sorte de colonialisme européen. Mais ce serait négliger à la fois les affirmations récurrentes de ces pays quant à ce qu'on pourrait appeler leur «européisme historique» (l'Albanie, la Roumanie, la Pologne... revendiquent avoir contribué à la naissance de l'idée européenne, leur adhésion à l'Europe étant vécue plus comme un retour dans la maison commune que comme une évolution vers l'Autre), et le constat, fait par le volume, que les idéologies de la «troisième voie» sont plutôt le résultat de calculs visant à garantir le maintien de pouvoirs autocratiques (v. article de Galia Ackermann : « La Russie de Poutine ou l'impossible mémoire du communisme, hier et aujourd'hui »), ou des résurgences d'une aspiration utopique déstabilisée, un temps, par la chute brutale et irrévocable des régimes communistes (v. Yolène Dilas-Rocherieux « Communisme et crise de la modernité : l'émergence des idées néocommunistes »). La conclusion qui s'impose n'est donc pas celle d'une nécessité de contester l'idée européenne, mais au contraire de lui redonner un nouveau souffle. «De fait, le vrai débat sur l'Europe s'installe en redonnant force aux grandes questions qui structuraient l'idée européenne des débuts et que la construction technico-économique avait quelque peu étouffées: le contenu de l'identité européenne – déterminisme culturel ou volontarisme contractuel -, les limites de l'Europe – l'Ukraine, la Turquie, la Géorgie -, la place de la référence nationale, la solution de l'«Empire» [...], la redéfinition de la démocratie [...] la finalité géopolitique de l'entreprise européenne entre «terre» et «mer»[...]». (Bernard Bruneteau, 154).

La sortie du communisme s'avère ainsi à la fois un processus et une nécessité non seulement pour les ressortissants des pays de l'Est, mais aussi pour l'ensemble des Européens et, au-delà, des habitants de ce monde. Au vu des constats quant à la résurgence des nostalgies communistes à l'Ouest, il n'est peut-être pas faux de dire que «les derniers» (ces peuples de l'Est empêtrés dans leurs problèmes économiques et de corruption), sont «les premiers» en l'occurrence, la sortie du communisme étant plus complexe en Occident, malgré les scores de plus en plus faibles enregistrés par les partis affichant une obédience marxiste et léniniste. À l'Est, les difficultés d'en sortir sont sans doute imputables à des erreurs politiques et de gestion faites par les dirigeants qui se sont trouvés aux commandes au moment du basculement après la chute du Mur ; elles sont en grande partie liées à la faiblesse de la société civile – caractérisée et analysée dans l'article de Dominique Colas – que cette faiblesse soit vue comme le résultat de décennies de «centralisme démocratique», ou comme une caractéristique structurelle ou historique des pays concernés («on ne fait pas de démocratie sans démocrates»). Mais le volume suggère aussi que ces difficultés sont imputables également à un déni de responsabilité des pays de l'Ouest, à un refus des «Européens de la première heure» de penser le postcommunisme comme une question qui *les* concerne. La tentation courante est de le reléguer au rang de «problèmes est-européens», se réservant le monopole d'une réinvention/ restauration de «l'Idée» altérée par une mise en œuvre infidèle, voire malveillante.

La troisième anecdote racontée par Besnik Mustafaj est fortement significative en ce sens. À un dissident albanais, ayant subi des années de prison suite à une accusation – totalement fantaisiste – d'être un espion français, le diplomate français qu'il sollicite pour l'obtention de la nationalité française répond par une fin de non-recevoir: «je

regrette beaucoup que vous ayez souffert si injustement, mais la France n'en est nullement responsable, n'est-ce pas<sup>2</sup>?». D'un point de vue strictement rationnel et légal, la France ne portait, effectivement, aucune responsabilité dans le cas évoqué; en prenant de la hauteur, on peut sans doute dire qu'aucun pays occidental n'a, envers les nations de l'Est, d'autre devoir que celui de solidarité et de compassion qui s'impose à tout peuple devant les malheurs d'un autre. La «liquidation du communisme» serait, de ce point de vue, une affaire strictement est-européenne, à laquelle des peuples plus sages et plus avisés assisteraient avec un intérêt non dépourvu de condescendance, prêts à aider aux moments critiques mais aucunement acteurs dans le plein sens du terme. Or, depuis l'analyse des causes de l'effondrement du communisme (qui pose naturellement la question des mécanismes de son établissement), et jusqu'aux articles consacrés à la «mémoire impossible» et aux «persistances du communisme», l'ensemble du volume dément une telle séparation entre «nous» et «eux» sur laquelle repose une lecture de confinement du phénomène dans le périmètre de l'ex-bloc de l'Est.

«Sortir du communisme» ne pourra donc pas se faire sans la participation active des démocraties occidentales, moins sous la forme d'une assistance à la transition ou d'une aide économique, juridique et sociale, que comme volonté de rencontre avec les ressortissants de l'Est dans la pensée sur les voies et les mécanismes d'un renouveau de la démocratie. La transition (dont Ivaylo Znepolski propose une forte aigüe lecture dans son intervention sur la Bulgarie), est une affaire commune, une histoire européenne.

(Ioana GALLERON, Université Bretagne Sud, Lorient, France)

---

<sup>2</sup> Besnik Mustafaj, *art. cit.*, p. 253.